



Commission
européenne

LE BUDGET DE L'UNION, MOTEUR DU PLAN DE RELANCE POUR L'EUROPE

#EUBudget #EUSolidarity #StrongerTogether

27 mai 2020



“Le plan de relance transforme l’immense défi auquel nous sommes confrontés en une opportunité, non seulement en soutenant la reprise, mais aussi en investissant dans notre avenir: le pacte vert pour l’Europe et la numérisation stimuleront l’emploi et la croissance, la résilience de nos sociétés et la santé de notre environnement. C’est l’heure de l’Europe. Notre volonté d’agir doit être à la hauteur des défis auxquels nous sommes tous confrontés. Grâce à Next Generation EU, nous apportons une réponse ambitieuse”

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne

1 L'investissement pour sortir de la crise

Après les progrès considérables déjà accomplis au sein du Parlement européen et du Conseil, la Commission propose à présent d'adopter un budget de l'UE **renforcé**, pour aider à **réparer les dommages économiques et sociaux immédiats** causés par la pandémie de coronavirus, à **lancer la reprise** et à **préparer un avenir meilleur** pour la prochaine génération.

Mesure de soutien dans le cadre de la crise pandémique (SURE/MES) / Fonds de garantie de la BEI pour les travailleurs et les entreprises	540 milliards d'EUR
Next Generation EU	Renfort temporaire 750 milliards d'EUR
Cadre financier pluriannuel	1 100 milliards d'EUR

Pour mobiliser les investissements nécessaires, la Commission propose une action en deux volets :

- **Next Generation EU** qui permettra d'augmenter le budget de l'Union grâce à de nouveaux financements levés sur les marchés financiers pour 2021-2024
- Un **budget de l'UE à long terme** renforcé pour 2021-2027

Next Generation EU, doté de **750 milliards d'EUR**, ainsi que les renforcements ciblés du budget de l'UE à long terme pour la période 2021-2027, porteront la force de frappe financière totale du budget de l'UE à 1 850 milliards d'EUR.

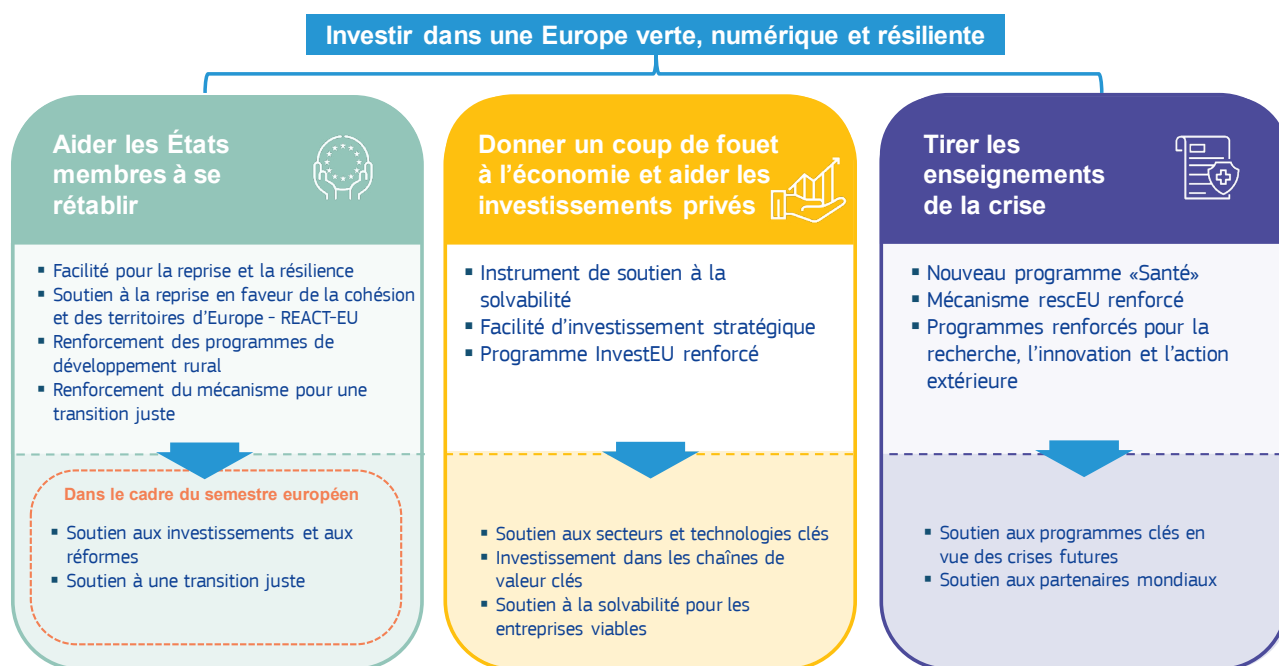
Combinées aux trois importants filets de sécurité pour les travailleurs, les entreprises et les États souverains, approuvés par le Conseil européen le 23 avril 2020 sous la forme d'un paquet doté de 540 milliards d'EUR, ces mesures exceptionnelles prises au niveau de l'Union représenteraient plus de 1 290 milliards d'EUR.



2 Un budget pour l'avenir de l'Europe

L'action de l'UE pour sortir de la crise du coronavirus s'étendra jusqu'en 2027, en se concentrant sur les premières années cruciales de la reprise. Afin de garantir l'efficacité de cette action, pour qu'elle atteigne tous les citoyens dans l'UE et nos partenaires dans le monde, la Commission mobilise divers instruments.

Next Generation EU sera déployé en **trois piliers** :



Source : Commission européenne



Aider les États membres à se remettre de la crise, à réparer les conséquences de cette dernière et à en sortir plus forts

Les investissements publics ont un rôle vital à jouer pour une reprise équilibrée et durable. La majeure partie des financements de Next Generation EU (plus de 80 %) servira dès lors à soutenir les investissements publics et les réformes structurelles clés dans les États membres, et se concentrera là où l'impact de la crise est le plus fort et où les besoins en termes de résilience sont les plus pressants.

La **facilité pour la reprise et la résilience**, de même que la **politique de cohésion** et le **mécanisme pour une transition juste**, seront déterminants pour atteindre ces objectifs importants. Leur mise en œuvre sera intégrée dans le Semestre européen. En outre, le renforcement du **Fonds européen agricole pour le développement rural aidera** les zones rurales à opérer les changements structurels nécessaires, conformément au pacte vert pour l'Europe.



Donner un coup de fouet à l'économie et mobiliser des investissements privés

Une action urgente est nécessaire pour donner un coup de fouet à l'économie et créer les conditions d'une reprise alimentée par les investissements privés dans les secteurs et technologies clés. Ces investissements sont particulièrement vitaux pour le succès des **transitions écologique et numérique** de l'Europe. La Commission estime que les **besoins en investissements** se chiffrent au moins à 1 500 milliards d'EUR en 2020 et 2021. Les investissements dans les secteurs et technologies clés, de la 5G à l'intelligence artificielle en passant par l'hydrogène propre et les énergies renouvelables en mer, sont la clé de l'avenir de l'Europe.

L'existence d'entreprises saines est une condition sine qua non de la réussite de ces mesures d'investissement, alors que des centaines de milliers d'entreprises risquent de connaître, d'ici à la fin de l'année, de graves difficultés en matière de financement. La Commission propose donc un nouvel **instrument de soutien à la solvabilité** pour que des financements en fonds propres puissent être apportés d'urgence aux **entreprises saines** mises en péril par la crise. Cet instrument les aidera à surmonter les difficultés et à réaliser leurs transitions écologique et numérique. Il devrait devenir opérationnel encore cette année.

La Commission propose également de renforcer **InvestEU**, le programme phare de l'Europe en matière d'investissements, afin de mobiliser des investissements dans toute l'Union, dans des domaines tels que les infrastructures durables et la numérisation. Dans ce cadre, la Commission propose de créer une nouvelle **Facilité d'investissement stratégique** permettant d'investir dans des chaînes de valeur clés qui sont essentielles pour la résilience et l'autonomie stratégique futures de l'Europe dans le contexte des transitions écologique et numérique.



Tirer les leçons de la crise et relever les défis stratégiques de l'Europe

Non seulement la crise met en évidence la valeur de la coopération européenne mais encore elle démontre de manière saisissante que l'Union doit accroître d'urgence sa capacité de réaction aux crises et développer sa résilience face aux chocs futurs.

La Commission propose un nouveau **programme de santé** devant permettre de renforcer la sécurité sanitaire et de se préparer à des crises sanitaires futures. **rescEU**, le mécanisme de protection civile de l'Union, sera étendu et renforcé pour doter l'Union de moyens de se préparer et de réagir à des crises futures. **Horizon Europe** sera renforcé pour financer des activités de recherche essentielles dans les domaines de la santé, de la résilience et des transitions écologique et numérique. L'UE aidera ses partenaires dans le monde grâce à une enveloppe supplémentaire de 16,5 milliards d'EUR **en faveur de l'action extérieure, aide humanitaire** comprise. **D'autres programmes de l'UE** seront, eux aussi, consolidés afin que le futur cadre financier soit en parfaite adéquation avec les besoins à satisfaire en vue de la reprise. Il s'agit notamment de la **politique agricole commune** et du **Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche**, afin de renforcer la résilience du secteur agroalimentaire et du secteur de la pêche et de mettre en place le champ d'action nécessaire à la gestion des crises.



Des outils plus souples pour faire face aux urgences

Au-delà des différents programmes, la crise a souligné l'importance pour l'Union de pouvoir réagir **avec rapidité et souplesse** pour mettre en place une réponse européenne coordonnée. Cela nécessite un budget de l'Union plus souple. La Commission propose par conséquent de conférer davantage de flexibilité au budget de l'UE et de renforcer les outils d'urgence pour la période 2021-2027.



LA RÉSERVE DE SOLIDARITÉ ET D'AIDE D'URGENCE



- Permet des renforcements rapides par des transferts budgétaires aux instruments de l'UE lorsque les besoins se font jour
- Montant annuel maximal porté à 3 milliards d'EUR

LE FONDS DE SOLIDARITÉ



- Soutient les États membres dans la réaction immédiate et le rétablissement après des catastrophes naturelles telles que les inondations, incendies de forêt, séismes, tempêtes et sécheresses
- Extension de sa portée de manière à englober les crises sanitaires majeures, et montant annuel maximal porté à 1 milliard d'EUR

LE FONDS EUROPÉEN D'AJUSTEMENT À LA MONDIALISATION



- Soutient la réinsertion sur le marché du travail des personnes ayant perdu leur emploi en raison de restructurations imprévues de grande ampleur telles qu'une crise financière ou économique
- Seuil d'activation du Fonds ramené à 250 licenciements et montant annuel maximal porté à 0,386 milliard d'EUR.

Source: Commission européenne

Au total, ces instruments représenteraient, pour la période 2021-2027, un maximum de 21 milliards d'EUR de financements d'urgence supplémentaires par rapport aux propositions de la Commission du 2 mai 2018.

3 Financer la réaction des pouvoirs publics

L'essentiel des mesures de relance proposées sera alimenté par un instrument baptisé **Next Generation EU** doté d'une force de frappe financière de 750 milliards d'EUR. Cet instrument sera exceptionnel et temporaire. Le financement sera rendu possible par la décision relative aux ressources propres, qui permettra à la Commission d'emprunter, à titre exceptionnel, jusqu'à 750 milliards d'EUR au nom de l'Union, grâce à l'émission d'obligations, pour des mesures sur la période 2021 - 2024.

La Commission affectera ensuite ces fonds, dans le cadre de la mise en œuvre des priorités de l'UE, aux besoins de financement nouveaux et spécifiques révélés par la crise, au moyen de subventions et de prêts.

L'Union apportera ainsi une aide **énergique** à ses États membres sans exercer davantage de pression sur les budgets nationaux au moment où ces derniers sont particulièrement grevés.

Afin de faciliter le remboursement des financements levés sur le marché et de contribuer à réduire encore la pression sur les budgets nationaux, la Commission proposera, à un stade ultérieur de l'exercice financier, de **nouvelles ressources propres supplémentaires** qui viendront s'ajouter à celles proposées en 2018.



4 Il n'y a pas de temps à perdre

Un accord sur un plan de relance ambitieux articulé autour du budget de l'UE donnera à l'Union les meilleures chances de réussite. Il est indispensable d'aider les États membres et les entreprises à relever les défis immédiats que pose la crise du coronavirus ainsi que de garantir une croissance et une convergence durables à plus long terme.

La Commission européenne invite le Conseil européen et les colégislateurs à examiner rapidement ces propositions, en vue de parvenir à un accord politique au niveau du Conseil européen d'ici au mois de juillet.

Puis la Commission collaborera étroitement avec le Parlement européen et le Conseil pour boucler un accord sur le futur cadre financier et sur les programmes sectoriels qui y sont associés. L'achèvement de ces travaux au début de l'automne signifierait que le nouveau budget à long terme pourrait être opérationnel, et favoriser le redressement de l'Europe, le 1er janvier 2021.

- Mai 2020**
Proposition de la Commission de révision du cadre financier pluriannuel pour les périodes 2014-2020 & 2021-2027 et décision relative aux ressources propres + législation sectorielle
- D'ici juillet 2020**
Conseil européen : accord politique sur le cadre financier pluriannuel pour les périodes 2014-2020 & 2021-2027 et sur la décision relative aux ressources propres
- D'ici l'été 2020**
Consultation du Parlement européen sur la décision relative aux ressources propres
- Début de l'automne 2020**
Adoption du cadre financier pluriannuel révisé pour la période 2014-2020 et de la législation sectorielle correspondante
- Octobre 2020**
Conseil européen
- Décembre 2020**
Adoption du cadre financier pluriannuel révisé pour la période 2021-2027 (approbation du Parlement européen)
Adoption de la décision relative aux ressources propres (ratification par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles)
- Janvier 2021**
Début de la mise en œuvre du cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027